



Université d'Abomey-Calavi (UAC)



Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines (FLASH)

Ecole Doctorale Pluridisciplinaire (EDP)

« Espaces, Cultures et Développement »

Filière : Sociologie – Anthropologie

Option : Sociologie du Développement

Mémoire de DEA

SUJET :

Participation de la femme rurale au
développement socio-économique de la
commune de Zê

Réalisé et Soutenu par :

Rémi TAMEGNON

Sous la Direction de

Albert NOUHOUAYI

Professeur Titulaire des Universités du CAMES

Président	: Prof. Albert NOUHOUAYI
Rapporteur	: Prof. Gauthier BIAOU
Examineur	: Prof. Médard BADA
Date de soutenance	: 31 Janvier 2013
Note	: 15/20
Mention	: Bien

Année académique 2012-2013

SOMMAIRE

Titres	Pages
Introduction	7
Première Partie : Participation de la femme au développement local	9
Chapitre I : Cadre théorique de la recherche	10
Chapitre II : Approche méthodologique de la recherche	24
Deuxième Partie : Dynamique de la femme rurale dans le développement socio-économique de la commune de Zê	32
Chapitre III : Femme et activités rurales dans la commune de Zê	33
Chapitre IV : Femme rurale de la commune de Zê entre son rôle de mère et instigatrice des A.G.R	38
Chapitre V: Autonomie financière de la femme rurale de la commune de Zê : Participation à la vie économique de son ménage	44
Chapitre VI : Prise de décision et motivations différentielles de la femme rurale dans la commune de zê	48
Conclusion	53
Références Bibliographiques	55
Annexes	58
Table des matières	63

DEDICACE

A

✓ *mon père Daniel TAMEGNON*

✓ *feue mère Angèle TAMEGNON née DJITRINO*

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier sincèrement :

- Professeur émérite *Albert NOUHOUAYI*, Directeur de mémoire, pour avoir introduit la voie et s'être sacrifié pour que la science serve au développement ;
- Docteur *Mouléro Dodji AMOUZOUVI*, pour sa disponibilité et sa profonde contribution, indispensables à la réalisation de ce travail ;
- tout le corps professoral de Département de Sociologie-Anthropologie et de l'Ecole Doctorale Pluridisciplinaire de la FLASH/UAC ;
- enfin toute la population de la commune de Zê que nous avons importunée par des questions et visites.

SIGLES ET ABREVIATIONS

- AGR** : Activités Génératrices de Revenus
- ANPE** : Agence Nationale Pour l'Emploi
- BIT** : Bureau International du Travail
- CeCPA** : Centre Communal pour la Production Agricole
- CeRPA** : Centre Régional pour la Promotion Agricole
- FLASH** : Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines
- IF** : Institut Français
- IFD** : Intégration des Femmes au Développement
- INFOSEC** : Institut de Formation Sociale, Economique et Civique
- INSAE** : Institut National de la Statistique et de l'Analyse
Economique
- MAEP** : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
- ONG** : Organisation Non Gouvernementale
- PADER** : Programme d'Appui au Développement Rural
- PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- PME** : Petites et Moyennes Entreprises
- RGPH3** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat 3
- UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science
et la Culture.
- CODE**
- F1, F2** : Désignation des Femmes

LISTE DES TABLEAUX

Titres	Pages
<i>Tableau I</i> : Présentation des centres de documentation parcourus	25
<i>Tableau II</i> : Données statistiques sur l'échantillonnage des informateurs privilégiés	27
<i>Tableau III</i> : Groupements/Associations de femmes de la commune de Zê et leurs Activités Génératrices de Revenus	33

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>GRAPHE I</i> : Surcharge de travaux des femmes de la commune de Zê	38
<i>GRAPHE II</i> : Usage des revenus de la femme	39
<i>GRAPHE III</i> : Implication des femmes dans le développement économique local de la commune de Zê	41
<i>GRAPHE IV</i> : Constitution du revenu par les femmes	42
<i>GRAPHE V</i> : Participation de la femme à la vie économique	45
<i>GRAPHE VI</i> : Investissement dans l'éducation et l'emploi	45
<i>GRAPHE VII</i> : Pouvoir décisionnel de la femme	48

Résumé

La famille est généralement considérée comme une institution sociale de base : le lieu de production et de reproduction. En dépit des politiques de développement rural axées sur les conditions de vie de la femme rurale, celle de la commune de Zê n'est pas toujours épanouie. Pourtant, elle contribue énormément à la production et au rayonnement économique de la communauté à travers diverses activités.

La présente étude s'inscrit dans une approche constructiviste et se propose de mettre en exergue l'apport de la femme rurale de la commune de Zê au pouvoir économique de sa localité. La collecte des données a été réalisée à partir d'un guide d'entretien, d'une grille d'observation et d'un questionnaire.

Il ressort de cette recherche empirique que la femme rurale de la commune de Zê mène des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Ces AGR considérées informelles sont menées en groupement. Les bénéfices permettent de répondre largement aux besoins de son environnement.

Mots clés : Femme rurale, Activités Génératrices de Revenus, pouvoir décisionnel, pesanteurs,

Summary

The family is generally regarded as a basic social institution: the place of production and reproduction. Despite the rural development policies focused on the living conditions of rural women, that of the town of Zé is not always fulfilled. However, it contributes significantly to the production and economic influence in the community through various activities.

This study is part of a constructivist approach and proposes to highlight the contribution of rural women of the town of Zé economic power of its locality. Data collection was conducted from an interview guide, an observation checklist and a questionnaire.

The results of this empirical research that rural women of the town of Zé conducts Revenue Generating Activities (IGA). These AGR considered informal group are conducted. Benefits can largely meet the needs of its environment.

Keywords: Rural Women, Revenue Generating Activities, decision-making power, sluggishness.

INTRODUCTION

Pendant longtemps au Bénin, les politiques, les décisions et les stratégies de développement économique et social viennent du gouvernement central en direction des populations à la base. Cependant l'inadéquation et la faible synergie de ces politiques et stratégies n'ont pas permis d'avoir des résultats durable dans le monde rural. De même, de nombreux programmes et projets à caractères socioéconomiques se sont avérés non viables ou peu utiles du fait de la faible participation des femmes ou du non implication de celles-ci à leur préparation et à leur suivi.

Et pourtant les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3 , 2002) montrent qu'elles jouent un rôle de premier plan : C'est la femme qui est chargée de l'entretien du ménage, de sa sauvegarde et de la transmission des valeurs culturelles. On reconnaît d'ailleurs qu'elle joue un rôle dans l'alimentation, l'entretien, la santé et l'éducation de son ménage.

Malgré son apport au développement, la femme est reléguée à l'arrière plan et souffre souvent de ce joug culturel de la société. Pour pallier cette situation, de nouvelles stratégies sont mises en œuvres pour sortir la femme surtout rurale du joug du sous-développement. Le gouvernement s'est d'ailleurs doté d'un plan multisectoriel avec pour mission l'intégration des femmes surtout rurales dans le processus de développement à la base.

Dans cette perspective, nous avons choisi d'analyser en quoi la femme rurale de la commune de Zè contribue t'elle au développement économique de sa commune, afin d'identifier les Activités Génératrices de Revenus qui, tout en permettant d'assurer la survie des membres du ménage d'une part, confère tout autant l'autonomie financière d'autre part. Malgré cela, la femme de la commune de Zè, semble ne pas participer aux prises de décisions au sein du

ménage. Ceci s'explique au travers des réalités culturelles de perception liées à l'identité « Femme » en milieu Zê.

L'ossature de ce travail de recherche se présente en deux parties. La première partie est consacrée au cadre théorique et à la démarche méthodologique de la recherche. La seconde présente les résultats et leur analyse.

PREMIERE PARTIE
**PARTICIPATION DE LA FEMME AU
DEVELOPPEMENT LOCAL**

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE DE LA RECHERCHE

1.1. Problématique

Au nombre des grandes certitudes acquises par tous les acteurs au sujet des conditions *sine qua non* pour un développement socio-économique durable, le statut de la femme, son rôle et surtout son travail dans la société se révèlent comme des indicateurs liés à la problématique de l'approche «gender» et développement.

En effet, au-delà des vœux pieux, des slogans vagues des politiciens, il est remarqué l'attention sur l'importance à accorder aux travaux de la femme dans les pays en voie de développement. Ainsi, qu'il s'agisse des Agences de Développement, des Centres de Recherche ou des Organisations Non Gouvernementales, les avis convergent et les stratégies se multiplient en vue d'une réelle prise en compte de la femme.

Malheureusement, ces invitations et injonctions ne semblent pas être entièrement intégrées dans les pratiques quotidiennes.

La contribution de la femme au développement n'a pas toujours été appréciée à sa juste valeur malgré les nombreuses et indéniables tâches qu'elle exerce en tant que mère, épouse, dans la sphère privée de reproduction que dans la sphère publique de production, qu'au niveau de la communauté en tant qu'actrice sociale. De ce fait, de nombreuses initiatives ont été prises pour valoriser le travail de la femme, mieux de les intégrer au développement.

Dans cette vision, l'anthropologue économiste Boserup (1983), montra le rôle que la femme joue au plan social et économique. Les études menées ces dernières décennies dans différents milieux sociaux confirment que les femmes représentent un levier fondamental de croissance et développement (Droy, 1990). Leur capacité d'épargner et d'investir dans leur famille respective est un fait bien établi (Droy, 1990).

Pourtant ; bien souvent, les traditions à travers leur existence ou leur évocation, une mobilité réduite et une insuffisance d'accès à l'information font d'elles le groupe le plus marginalisé. Elles sont socialement défavorisées et souffrent souvent de la domination parfois avec ou sans leur complicité. C'est d'ailleurs cette attitude de dénomination que dénonce Beauvoir (1991) en affirmant que « c'est le code masculin, la société élaborée par les hommes et qui ne prend pas en compte les conditions de vie des femmes qui constituent une source de tourments pour les deux sexes ». Mieux, de nos jours, que ce soit dans les médias, les écrits féministes, les publications gouvernementales, les analyses syndicales, les paradoxes que soulèvent la situation des femmes en général et des femmes rurales en particulier sont de plus en plus évoqués. Malgré tout ceci, le travail des femmes et des filles rurales n'est pas pour autant reconnu. Le potentiel économique et la capacité de travail des femmes rurales restent toujours sous-estimés. Selon une étude réalisée par les experts en développement dans l'atlas monographique du Bénin (2000), quatre vingt pour cent (80%) des femmes actives se consacrent à l'agriculture. Il s'agit en grande partie des cultures de subsistance dont elles assument la responsabilité. Elles se livrent à des activités commerciales dont la quasi totalité des revenus est utilisée dans les ménages. De même, à travers ces réalités économiques, la femme rurale de la commune de Zê contribue de manière substantielle au budget familial et à leur autonomie. Elles prennent une large part des responsabilités familiales en assumant la quasi-totalité des dépenses de leur famille.

Le souci de savoir comment les femmes rurales de Zê en négociant leur double identité de mère et d'épouse, s'adaptent ou résistent aux indications et aux contraintes de la double tâche et entremêlent l'espace maternel au rythme des activités économiques, amène à l'analyse de la femme rurale face au développement économique dans la commune de Zê. Ceci renvoie à connaître les différentes activités que la femme de la commune de Zê exerce, son

autonomie financière et l'influence de ces aspects de l'étude sur son pouvoir décisionnel dans le foyer. Comment la femme de la commune de Zê participe-t-elle au développement économique local de leur commune?

Les trois hypothèses suivantes permettront de répondre à ces différentes préoccupations.

1.2. Hypothèses de travail

- les femmes de la commune de Zê contribuent au développement économique de leur commune en s'investissant dans les activités de production agricole ;
- les A.G.R procurent l'emploi circonstanciel pour répondre aux besoins fondamentaux des ménages;
- l'autonomie financière de la femme rurale de la commune de Zê favorise l'accroissement de son pouvoir décisionnel.

1.2.1. Objectif général

La présente étude vise à appréhender la place que tient la femme dans la participation au développement économique de la commune de Zê.

1.2.2. Objectifs spécifiques

- identifier les activités de production agricole dans lesquelles les femmes rurales s'investissent dans la commune de Zê ;
- énumérer les emplois générés par les activités menées par la femme rurale de la commune de Zê;
- décrire le profil sociologique des femmes rurales qui prennent part à la gestion du pouvoir communautaire dans la commune de Zê.

1.3. Délimitation du champ d'étude et clarification conceptuelle

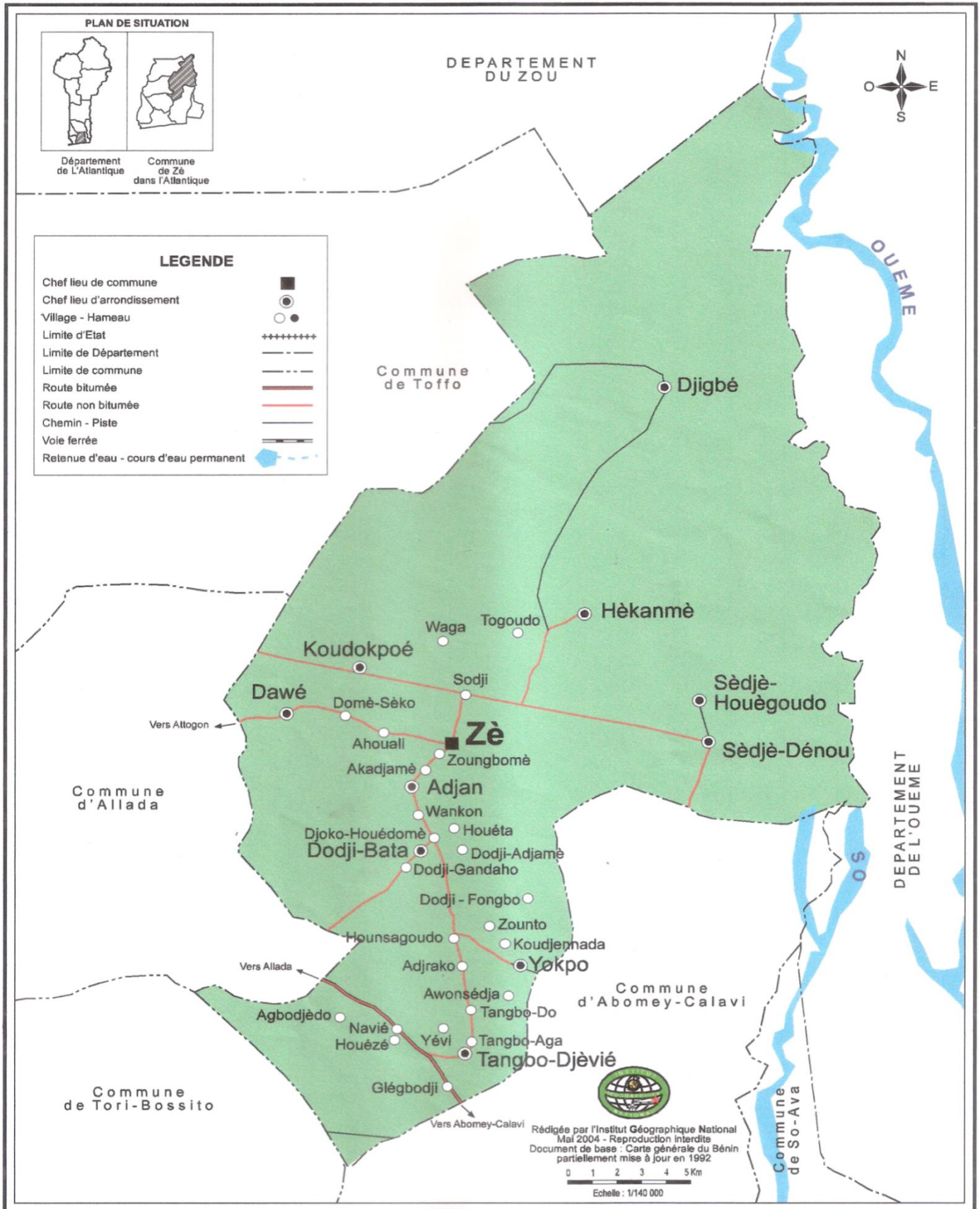
1.3.1. Délimitation du champ d'étude

L'aire de cette étude est la commune rurale de Zê avec une superficie de 543 km². Elle est peuplée de 45.763 habitants en milieux ruraux et de 9.334 habitants en milieux urbains (CIDCL, 2000). Soit une population totale de 55.097 habitants.

La commune de Zê est composée de onze (11) arrondissements dont **Sèdjè-Dénou, Sèdjè-Houégoudo, Tangbo-Djèvié et Yokpo** ont servi de cadre pour cette étude en raison de leur qualification périphérique où l'agriculture est beaucoup plus pratiquée comme la principale activité avec les principales cultures telles que le maïs, l'arachide, le manioc et le niébé. Et surtout, ces dernières cultures font la spécificité des femmes par leur transformation d'où huit (8) groupements de femmes de transformation.

Ce cadre est intéressant pour cette étude en raison de ce que, dans le Département de l'Atlantique, la politique de l'Etat dans le domaine de l'agriculture est résolument tournée vers cette commune. Cadre essentiellement rural, la commune est située à 52 km de Cotonou et est limitée au nord par les communes de Zogbodomey et de Toffo, au sud par les communes d'Abomey-Calavi et de Tori-Bossito, à l'est par les communes d'Adjohoun et de Bonou et à l'ouest par la commune d'Allada. La commune de Zê est ciblée entre autres communes pour son caractère rural d'une part et par beaucoup d'ONG et projets aux initiatives portées sur le Genre et Développement au Bénin d'autre part.

CARTE ADMINISTRATIVE DU BENIN COMMUNE DE ZÈ



1.3.2. Clarification conceptuelle

A partir du présent paragraphe, les concepts clés : *contribution-ménage-femme rurale-développement-pouvoir d'achat* méritent d'être clarifiés afin de saisir tout le sens qu'ils prennent dans cette étude.

La notion de **contribution** évoque l'idée de « prendre part à ». Cela signifie que la femme participe en tant que acteur et sujet-acteur à la dynamique de sa famille. La contribution ici est liée à la capacité et à la possibilité matérielle de la femme rurale de Zê d'une part et à son influence au sein de son ménage d'autre part. Ceci prend source dans la différenciation sociale et n'a rien à voir avec le féminisme : c'est le genre. Le genre traduit donc « ce qui différencie les aspects sociologiquement attribués à l'identité d'un individu, des caractéristiques physiologiques des hommes et des femmes... » (Madhu, 1999). En clair, l'idée qui ressort de cette pensée est que le genre relève donc du culturel. Il est différent du sexe et n'est qu'un objet d'identification et de catégorisation mâle, femelle et qui constitue le soubassement d'un ménage C'est la différenciation sociale entre les deux sexes et n'a rien avoir avec le féminisme. Bissiliat (2000) parlera du « sexe socialement construit qu'il soit féminin ou masculin ». Néanmoins il est différent du sexe qui n'est qu'un objet d'identification et de catégorisation mâle-femelle et qui constitue le soubassement d'un **ménage**. Ce dernier est un couple, la communauté domestique, c'est l'administration des choses domestiques. Mieux, c'est l'unité de compte de recensements : le logement. Avec Grawitz (2000 : 45) c'est aussi tout individu ou groupe de personnes habitant ensemble même sans lien de parenté. Autrement dire, c'est un groupe de personnes qui logent ensemble et prennent ensemble leur repas. Il est généralement constitué de mari, sa femme ou ses femmes, des enfants nés de lui-même et de ses femmes ou de lui et d'une femme décédée, ou d'une femme qui a quitté le ménage ainsi que des enfants adoptés. Il demeure l'un des composants de l'organisation sociale. Dans ce

corpus social, **la femme** est l'un des acteurs clés de sexe féminin. Elle sera qualifiée de **rurale** lorsqu'elle habite dans la périphérie, dans un milieu éloigné du milieu urbain. Cette notion évoque en opposition le concept de **développement** exprimé en termes de progrès, d'évolution, de croissance, d'épanouissement. On entend par là un développement qui s'inscrit dans un processus qui nécessite l'effort des populations à la base. Cette conception exige que des populations concernées soient à la base de tout processus depuis la conception de projets ou programmes jusqu'à leur exécution en passant par leur planification et leur financement. La population doit être intimement associée tout en jouant le rôle le plus déterminant en dernière instance (Odoubou2004). Or pour mesurer le développement on doit se baser sur plusieurs critères dont le pouvoir d'achat de l'individu ou du groupe d'individus. Le **pouvoir d'achat** est alors défini comme la capacité financière de la femme rurale de la commune de Zê à subvenir à ses propres besoins et à ceux de son ménage.

1.4. Justification du choix du sujet et du cadre d'étude.

1.4.1. Choix du sujet

Nombre de raisons qui justifient le choix de notre sujet de recherche. On peut les regrouper en deux rubriques raisons subjectives et celles objectives.

Raisons subjectives

Pendant ces derniers moments, on n'est pas resté indifférent à l'information disponible sur la part de responsabilité familiale qui revient à la femme. Il nous est revenu de constater que le travail de la femme de la commune de Zê n'est pas reconnu, mieux le potentiel économique et la capacité de celle-ci restent sous-estimés voire inexploités. Le rôle qu'elle joue dans la prise en charge de son ménage paraît inaperçu. Un fait marquant paraît édifiant à ce sujet. Il s'agit d'une femme de la commune de Zê nommée Y (pour raison de discrétion) qui

après le décès de son époux se trouve confrontée à de multiples problèmes pour répondre aux exigences de la vie. Mais dès lors qu'elle est parvenue à cultiver son petit lopin de terre auquel elle joint son petit commerce de produits divers, non seulement elle répond à l'heure actuelle aux besoins de ses deux enfants placés à l'école avant la mort de leur père, mais elle s'épanouit et s'affirme parmi ses voisins. Un tel état de chose reconforte et mérite qu'on y médite, raison qui sous-tend le choix de notre sujet.

Raisons objectives

De nos jours où les politiques en matière de développement local s'inscrivent dans une approche participative d'où l'implication effective des couches sociales en l'occurrence les femmes, force est de constater que dans presque toutes les communes du Bénin, les droits des femmes sont bafoués surtout dans un contexte de décentralisation où la conjugaison des efforts des acteurs sociaux s'avère indispensables dans la commune de Zê. C'est à cet égard qu'on cherche à explorer les perceptions, les pratiques et les conditions qui sont à l'origine des différences de comportements et d'attitudes observées entre elles. L'acquisition d'un tel savoir apparaît comme un préalable indispensable à l'élaboration de solutions novatrices pour favoriser non seulement le maintien et la progression des femmes au développement mais encore et surtout faciliter l'interface entre la vie familiale et la vie en communauté. On veut faire savoir qu'une promotion des femmes influencera de manière positive et directe l'ensemble de la société.

1.4.2. Choix du cadre de l'étude

Nous avons choisi de travailler dans la commune de Zê parce que nous connaissons les groupements féminins du milieu suite à notre intervention et notre collaboration dans le domaine de la micro-finance et l'agriculture avec

eux. Selon les données recueillies au CeRPA Atlantique-Littoral, la commune de Zè regorge d'un nombre important de groupements féminins dynamiques.

Grâce à un long séjour dans la commune de Zè que, nous avons pu observer et hiérarchiser les véritables Activités Génératrices de Revenu des femmes de Zè à savoir : La transformation de manioc en ses dérivés, la production d'huile de palme, la fabrication des fromages à base du soja ; et de leur commercialisation, et d'établir les rapports sociaux qui existent entre ces femmes et leur ménage.

Néanmoins, ce qui est vécu dans ce milieu ne saurait jamais être synonyme de la maîtrise parfaite du milieu car Hegel écrivait que « Ce qui est familier n'est pas pour cela connu » (Quivy et al.,1995). C'est pourquoi le postulat de la distanciation qui sous-tend toutes recherches scientifiques en sciences sociales apparaît comme un impératif.

1.4.3. Etat de la question

De nombreuses études ont porté sur la contribution de la femme au sein du ménage. Ceci se remarque à travers une documentation riche et variée disponible dans ce domaine.

Et s'il en est ainsi, c'est parce que la communauté internationale a compris qu'il est temps d'œuvrer dans le sens de la femme afin d'asseoir un développement économique et social prospère. De même, les investigations ont montré que les résultats n'étaient pas atteints parce qu'une grande partie de la couche sociale était marginalisée : Les femmes.

L'approche *Genre* stipule que, et l'homme et la femme doivent participer au développement. Elle met en exergue la visibilité du travail de la femme qui se retrouve dans la sphère professionnelle sans abandonner son rôle (reproduction biologique et sociale) qui lui a été conféré dans la sphère domestique par la division sexuelle du travail. De ce fait, elle se doit de concilier deux rôles d'où

des interdépendances (interactions) entre les deux sphères ; car le bon fonctionnement de l'un agit sur l'autre et vice-versa.

Dans toutes les sociétés, les hommes et les femmes ont des activités distinctes et ils assument des responsabilités différentes au sein du ménage. « Pendant longtemps, les femmes sont restées au foyer ; elles se retrouvent à l'intérieur des maisons, effectuant des tâches domestiques. Pendant ce temps les hommes gèrent tout ce qui est extérieur, en partie parce que l'extérieur est jugé 'dangereux' et donc réservé au sexe physiquement plus apte à se défendre. L'expression consacrée en langue fon en dit long à ce sujet : *Gnonnu xwessi, sunu glégbénu*, expression qui non seulement sexualise, mais aussi établit une nette démarcation entre la sphère d'activités des hommes et celle des femmes » (Fourn, 2005).

Mais de plus en plus, « il est à remarquer que les hommes ne parviennent plus à subvenir convenablement aux multiples besoins non seulement de la famille mais aussi et surtout à ceux relatifs aux premières nécessités de la femme » (Savi, 2011). Pour Decaux (1972), deux tiers des femmes travaillent par obligation, soit parce qu'elles sont seules, soit parce qu'il faut un double salaire au ménage. Les femmes font donc irruption dans un monde vécu comme traditionnellement réservé aux hommes. Segalen (2000) confirme cela en ces termes « les trente glorieuses ont ouvert des postes nombreux dans le secteur tertiaire et les femmes dont le niveau d'éducation n'a cessé de croître se sont engouffrées dans un marché en expansion ». Pour (Fourn, 2008) « Le développement économique, social et politique d'un pays ne peut se faire sans la participation effective de toutes les couches, notamment des femmes ». Ainsi, depuis plus de vingt ans et dans toutes les régions du monde, les femmes ont de plus en plus investi le marché du travail hors de la maison. Pour les femmes, production et reproduction sont deux domaines étroitement imbriqués. Les femmes sont donc obligées de concilier leur rôle de femme au foyer avec celui

d'agent économique productif. Elles doivent alors effectuer les activités de la sphère domestique et celles de la sphère publique. La conciliation de l'activité professionnelle et la vie familiale est devenue une question réelle au cours de ces dernières décennies du fait de l'augmentation de l'activité des femmes hors de la maison mais aussi de l'évolution du marché dans tous les Etats dont le Bénin en général et la ville de Cotonou en particulier. Même si le statut de la femme active est admis aujourd'hui sur le marché de l'emploi, même si tous les métiers lui sont accessibles, elle a plus de difficultés que l'homme à réussir sa vie professionnelle. Les termes de Artinian et Boccara (1992) en disent long : « Profondément ancrée dans les esprits, l'image de la *superwoman*, celle qui, épanouie dans sa vie affective, brille dans sa vie professionnelle correspond-elle à la réalité? » L'écart entre vie professionnelle et vie familiale se creuse de plus en plus et cela varie d'un secteur d'activités à un autre. Ainsi comme l'ont montré Tilly et Scott (1978) « les conditions de travail des femmes et des familles variaient considérablement d'un secteur à l'autre. Ce qui affectait directement les tâches et les structures des rôles au sein du ménage, car le travail professionnel était difficilement compatible avec les charges de la vie familiale des femmes mariées et des mères ». Les mutations conjointes subies par la famille et le monde du travail (notamment l'entrée des femmes sur le marché de l'emploi) du Bénin et de Cotonou en particulier, ont renforcé les questions liées à la conciliation des temps consacrés aussi bien à la famille qu'au travail par la femme salariée. L'objectif de cette recherche est d'étudier les implications du travail des femmes salariées des secteurs privés et publics sur la vie de famille à Cotonou.

La division sexuelle du travail demeure nettement plus inégalitaire parmi les couples dans presque tous les continents du monde. En effet, si durant la dernière décennie, la part relative des hommes dans les activités domestiques s'accroît, elle est nettement insuffisante au regard de la hausse du taux d'activité

des femmes en Europe et en Amérique (Bonke et Kock-Weser, 1999). Cette réalité d'une répartition sexuelle inégalitaire du travail total résulte à la fois de la hausse observée des taux d'activité sur le marché du travail, de l'allongement des durées du travail féminin et du fait qu'elles continuent d'assumer l'essentiel des tâches domestiques.

La discussion sur les concepts de production et de reproduction, effectuée dans le sillage de l'ouvrage de Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux* (1975), allait permettre aux féministes de participer aux approches critiques du développement tout en s'engageant dans un débat polémique avec les auteurs marxistes qui auraient eu tendance à réduire la reproduction de la main-d'œuvre à sa dimension biologique alors qu'elle a des dimensions sociales (Edholm, Harris et Young, 1982). Tout en transposant l'analyse de la reproduction et de la production au capitalisme, et en faisant ressortir les dimensions autant sociales que biologiques de la reproduction, ces féministes ont alors perçu toute l'importance que revêtent les dynamiques de la maisonnée dans la reproduction de l'ensemble des rapports de production et qui situent cette dernière dans la division internationale du travail. La maisonnée est désormais considérée comme un lieu dans lequel les rapports sont profondément inégalitaires et hautement hiérarchisés. Il s'agit de rapports de pouvoir qui, dans la pratique, servent d'appui à la reproduction du capitalisme autant dans ses dimensions économiques que sociales et culturelles. Le travail qui s'effectue au sein de la maisonnée, comme l'écrit Catherine Scott (1995), est un autre type de travail en même temps que le sens qui y est rattaché est différent. Boserup (1970) a fait observer que les activités de subsistance généralement omises dans les statistiques de la production et du revenu correspondent en grande partie au travail des femmes.

A travers une recherche sur les perceptions et pratiques des mères, Gill and al (1994) ont montré comment les femmes prennent en charge une large part des

responsabilités familiales et des tâches domestiques. Les auteurs racontent qu'après avoir obtenu la qualification nécessaire à leur insertion en emploi, après s'être conformées au modèle du travailleur masculin, et pliées à une culture organisationnelle endocentrique, les femmes contribuent dorénavant de manière substantielle au budget familial. Malgré tout ceci, elles ont montré que bien qu'étant consciencieuses, bonnes employées et compagnes attentives, elles assument le poids des exigences et contraintes résultant de leur double rôle de mère et de travailleuse.

Un tel point de vue est aussi partagé par Droy (1990). Le lecteur découvre combien sont diversifiées les activités productrices dans lesquelles les femmes interviennent. Par ailleurs, on comprend comment la division sociale du travail est normalisée et liée aux structures sociales. Pour cet auteur, les activités économiques et productives contribuent à l'alimentation familiale et assurent les revenus pour subvenir aux besoins monétaires de la famille notamment les frais de scolarisation et de santé. Cependant, la situation politique désastreuse et les contraintes économiques, les rôles et les responsabilités traditionnelles des hommes constituent un handicap sérieux à l'épanouissement des femmes.

Les femmes sont confinées dans le domaine domestique et représentent les artisans du quotidien et leurs différentes productions sont utilitaires et souvent liées aux valeurs culturelles, nous dira Vidrovich (1990) dans *les africaines : histoire des femmes d'Afrique noire du XIX^e siècle* Toutefois, elle constate que les contraintes socioculturelles et politiques les accablent et cette situation selon elle « n'est pas enviable ».

Quant à Bissiliat (2000), l'approche genre suppose une implication optimale de la femme. Il est aussi indéniable que les femmes participent déjà largement à la gestion du pouvoir dans les instances de prises de décision, la gestion et le contrôle des ressources disponibles.

Néanmoins l'auteur révèle que l'accès à l'éducation semble être le facteur le plus déterminant pour redresser le sort des femmes et de leurs familles à tous les niveaux. L'alphabétisation et la scolarisation à tous les niveaux sont aussi les facteurs plus influents pour permettre une meilleure intégration des femmes dans les organisations de la société civile et leur participation plus active à la vie publique.

Cette idée se retrouve également chez Diallo, ancienne Ministre de l'Education en Guinée et actuellement Directrice de l'Education de base à l'UNESCO lors de la 5^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'ONU le 05 Juin 2008. En effet elle déclare : « le droit à l'éducation est inscrit dans la déclaration universelle des droits de l'homme. Pour donner ce droit à tous les enfants, les Etats doivent dégager un budget adéquat et mener une campagne de sensibilisation pour faire comprendre aux parents le bénéfice que les filles peuvent tirer de l'éducation ».

A tous ces aspects déjà développés par des auteurs d'autorité s'ajoute la perception que les femmes, dans les milieux ruraux essentiellement agricoles, sont pourvoyeuses de l'économie à travers les activités génératrices de revenu (la production et les transformations) qu'elles exercent pour répondre aux besoins de leur ménage. Leur contribution au ménage est donc considérable et par conséquent elles y acquièrent du pouvoir décisionnel.

En somme, on peut dire que les auteurs se sont appesantis aussi bien sur les types de travail de production, de reproduction dans les deux sphères (domestique et professionnelle) d'une part, d'autre part sur les stratégies de conciliation utilisées par les femmes pour résoudre le problème de la conciliation des sphères professionnelle et familiale. Ainsi, certains ont reconnu que, ce que fait la femme dans la sphère domestique est une production spécifique, mais nulle part son caractère marchand n'a été mis en relief pour le valoriser.

CHAPITRE II : APPROCHE METHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE

La démarche adoptée pour cette étude obéit aux principes méthodologiques des sciences humaines et sociales. Et compte tenu de sa connotation socio-anthropologique, il est perçu comme « l'étude empirique multidimensionnelle des groupes sociaux contemporains et de leurs interactions dans une perspective diachronique, combinant l'analyse des pratiques et celles des représentations » (de Sardan, 1991). Dans une approche aussi quantitative que qualitative, il est opté dans cette étude l'utilisation des techniques de collecte d'informations, d'entretiens, d'écoute et d'appréhender le phénomène dans l'expression de certains indicateurs.

- **Sources de l'enquête**

-  **Source écrite**

Cette source est composée de différents écrits alimentant la problématique de la présente étude. Leur lecture commencée au début de cette étude, s'est poursuivie jusqu'à la fin. Au travers des lectures, il s'est agi de s'imprégner de ces différents écrits afin de « faire un état des lieux » mais aussi et surtout pour ne pas reproduire ce qui est déjà connu. Elle est composée de la littérature théorique, de la littérature savante empirique et de la littérature grise. Entre temps, la précision de la problématique a permis de mieux cibler la bibliographie de cette étude. La recherche documentaire s'est effectuée dans les bibliothèques et centres de documentations. (voir tableau N°I).

Tableau I: Présentation des centres de documentation parcourus

N°	Centres de documentations	Types de documents	Types d'informations
1	Centre de documentation de la FLASH	Mémoires de sociologie-anthropologie	Informations générales, Techniques d'élaboration de mémoires et de la méthodologie
2	Bibliothèque centrale de l'UAC	Livres, thèses, mémoires, articles, revues, colloques et conférences	Etat actuel des connaissances sur la femme et développement, informations méthodologique et bibliographique.
3	Bibliothèques privées, IF et INFOSEC	Livres, rapports et fiches Ouvrages généraux et spécifiques à la problématique de la femme	Informations générales et méthodologiques. Notions de bibliographie. Notions de conceptualisation du sujet.
4	Centres de documentation du PNUD, du Ministère de la Famille, Direction de la Femme Rurale du MAEP	Rapports de colloque, ouvrages spécifiques, rapports d'étude	Plan Multisectoriel du Développement, Participation de la femme au développement communautaire, politiques et stratégies du développement rural

Source : Données de terrain, 2012

S'en est suivie la relecture des cours sur la recherche méthodologique, la sociologie de la famille, Genre et Développement, Questions de développement. Les différentes autres sources sont venues compléter et enrichir les informations issues de source écrite.

2.1. Population cible et échantillonnage

2.1.1. Population cible

L'étude porte sur comment la femme rurale de la commune de Zê contribue au pouvoir d'achat de son ménage. La population de l'étude est choisie compte tenu de certaines variables. Les critères de choix portent sur :

- l'appartenance au milieu rural ;
- l'appartenance à un groupe d'intérêt économique et social ;
- l'appartenance à un ménage ;
- les personnes ressources.

Le choix des informateurs s'est orienté vers un inventaire systématique de chaque composante ou catégorie sociale.

Ainsi, le choix se présente comme suit :

- ✓ mères de famille, afin de cerner leur pouvoir d'achat dans les ménages ;
- ✓ pères de famille pour cerner leur perception en ce qui concerne l'implication économique des femmes dans le développement ;
- ✓ autorités politico-administratives de la commune de Zê afin d'obtenir leurs impressions sur les potentialités de la femme rurale de la commune de Zê ;
- ✓ population ciblée de la commune de Zê, afin d'obtenir leurs appréciations sur la place qu'occupe la femme dans la commune de Zê ;
- ✓ agents de développement agricole intervenants dans la commune de Zê pour recueillir leurs impressions sur la place qu'occupe la femme dans la satisfaction des besoins dans la dite commune.

- ✓ personnes ressources (notables, sages, sociologues anthropologues, spécialistes des questions genre et développement).

2.1.2. Echantillonnage

L'approche qualitative est dominante dans le cadre de ce travail. Cependant l'approche quantitative n'est pas occultée à travers l'administration de questionnaires. La constitution de l'échantillonnage dans ce cas est faite à partir des informateurs privilégiés. Selon Amouzouvi (2008 :14), en rappelant les propos de Angers, « une technique d'échantillonnage est l'ensemble des opérations permettant de sélectionner un sous ensemble d'une population en vue de constituer un échantillon ». Connaissant les groupements de femmes, nous avons procédé par la technique du choix raisonné par un listing associé à celle de la boule de neige pour certains groupes qui ne figurent sur notre liste. Le quota des informateurs privilégiés est défini lorsque le seuil de saturation des informations recherché est atteint. Le détail de cet échantillon se présente dans le tableau ci-après:

Tableau II : Données statistiques sur l'échantillonnage des informateurs privilégiés.

GROUPE CIBLE	EFFECTIF
Mères de famille	46
Pères de famille	37
Elus locaux	11
Agents de développement agricole	07
Personnes ressources	05
Population	56
TOTAL	162

Source : Données de terrain, février 2012

2.2. Mode de collecte et de traitement des données

2.2.1. Mode de collecte des données

2.2.1.1. Techniques et outils de collecte des données

La méthode adoptée est empruntée à Desjeux (1992) cité par Quivy and al(1995). Selon l'auteur, il n'est pas possible d'observer toutes les dimensions d'une réalité sociale en même temps et avec la même précision. Ce qui l'amène à distinguer trois échelles de découpage de réalité. Le premier est macro social c'est-à-dire le niveau des grandes régularités chiffrées qui exclut des comportements individuels : C'est le niveau des « habitus » et de la culture. Le second est microsociologique, celui des acteurs en interaction. La troisième est micro individuelle : celle de la cognition.

L'étude sera essentiellement centrée sur l'échelle microsociologique c'est-à-dire celle des interactions entre les acteurs qu'on cherche à appréhender à travers les méthodes qualitatives et quantitatives. Cependant, en tenant compte de la problématique de l'étude, la recherche est plus qualitative que quantitative. Ainsi l'analyse documentaire, l'observation et l'entretien sont les techniques essentielles par lesquelles les données ont été recueillies sans oublier le questionnaire qui comporte des questions fermées et ouvertes.

- **L'étude documentaire.**

Elle a consisté à analyser les différents documents de base des différentes politiques mettant en relief la problématique de la question « Femme et Développement » afin de noter l'écart entre ce qui est fait et ce qui reste à faire.

- **L'observation**

C'est une technique d'investigation qui a complété et renforcé l'enquête par entretien. Elle s'est déroulée de façon discontinue dans les foyers, les ateliers de transformation des produits agricoles (manioc, palmiers à huile, soja) animés par les groupements féminins. Les différentes participations aux animations des groupements féminins, des rencontres inopinées au sein des familles et l'immersion dans certaines familles. Elle a porté sur :

- les activités menées par les femmes rurales ;
- les activités menées par leurs époux ;
- les comportements des conjoints face aux responsabilités domestiques.

- **L'entretien semi directif**

Il a permis de recueillir les informations auprès de la population cible. Il a visé deux objectifs : Celui d'approfondir et de compléter la recherche documentaire.

La combinaison de ces procédés a permis d'accéder à des données riches et variées au cours des enquêtes.

- **Les sources orales**

Des rencontres d'interview et d'entretien ont été faites avec des personnes ressources sur le sujet (les chefs de collectivités, les animateurs de PADER (Programme d'Appui au Développement Rural), certains chercheurs en sciences sociales, des spécialistes de Genre et Développement etc. Ces personnes sur la base de leurs observations, de leurs connaissances, ont fourni des informations sur la participation de la femme rurale au développement à la base et les résultats induits.

- **La pré-enquête**

Elle a duré un mois environ (de janvier 2012 à février 2012) période après les fêtes de fin d'année. Cette période a été choisie pour mieux appréhender les dynamiques liées à notre problématique. Elle a permis de définir la cartographie de l'étude et de tester sur un échantillon, les différents outils élaborés, de prendre contact avec les personnes ressources et de parcourir l'univers d'enquête défini par l'étude. La descente dans la commune a permis de parcourir certains arrondissements et villages de la commune de Zê.

- **L'enquête proprement dite**

Elle a permis de collecter les données suite à une correction des outils préalablement élaborés et corrigés après la pré-enquête. Elle a duré cinq (05) mois de mars à juillet 2012. Pendant cette période, toutes les unités d'enquête retenues par la base de sondage ont été soumises aux différents outils.

Certains entretiens ont été enregistrés tandis que d'autres ont été transcrits au fur et à mesure de leur déroulement (refus de se faire enregistrer). Les entretiens ont duré quarante cinq minutes (45mn) au moins et soixante minutes (60mn) au plus. Aussi, cette phase d'enquête a été complétée par l'observation de la situation en étude.

2.2.2. Mode de traitement des données

Le dépouillement des données de terrain a été opéré manuellement et a consisté à regrouper les données d'enquêtes par catégorie suivant les différentes articulations des guides d'entretiens et de la grille d'observation. Ensuite, une restitution des données regroupées a été faite suivant les différents axes des objectifs de la recherche. Les sources d'informations étant divergentes, il a été

procédé à un croisement de ces dernières dans le but de dégager les grandes tendances de l'analyse en vue d'une bonne présentation des résultats.

Par ailleurs, toutes ces procédures ne se sont pas réussies sans difficultés et contraintes de l'étude.

➤ **Difficultés rencontrées**

La première difficulté rencontrée a été la définition du problème puis l'élaboration du plan d'étude. En outre, nous avons eu d'énormes problèmes de santé qui n'ont pas permis de vite évoluer dans la recherche.

DEUXIEME PARTIE

**DYNAMIQUE DE LA FEMME DANS LE
DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA
COMMUNE DE ZE**

CHAPITRE III : FEMME ET ACTIVITES RURALES DANS LA COMMUNE DE ZE.

Dans le présent travail il s'agit de faire une catégorisation, mieux, une typologie des activités menées quotidiennement par la femme rurale de la commune de Zê en vue de faire face aux besoins.

3.1. Identification des activités exercées par les femmes de la commune de Zê

Le rôle de la femme est justifié pour la survie et la subsistance des membres de sa famille dans la commune rurale de la commune de Zê. La ruralité se mesure ici par rapport à la croissance démographique, aux mobilités et aux ressources disponibles de son espace local plus visibles qu'en milieu urbain.

Des réalités du terrain observées auprès des associations ou groupements de femmes et des entretiens effectués révèlent que la femme consacre la plus grande partie de son temps à la pratique des activités agricoles. (voir tableau III)

Tableau III : Groupements/Associations de femmes de la commune de Zê et leurs Activités Génératrices de Revenus

Villages	Noms de l'association ou du groupement	Activités de transformation
Agbata	GbénonkpoSourou	Gari, Huile de palme
	Mawouwègnidaho	
	Houétonnoussou	
	Houénoussou	
Dokota	Vivotin	Huile de palme,riz
	Aidékon	Ananas,Gari
Awokpa	Bidosessi	Soja en fromage, Ananas (dérivés)
	Howénusu	
	Mahissido	
SêdjèDénou II	Dagbédémè	Huile de palme, Gari
	Titomassè	
	Club 4D vinasso	
WawataFandji	Vinandou	Gari,soja,

Source : Enquête de terrain, 2012

A part les activités de transformations exercées par les femmes de la commune de Zê, elle se donne aussi aux activités de l'agriculture et surtout à la culture du manioc. « *Il semble même que c'est la femme qui a inventé l'agriculture* » (Ngoma-Binda 1999 : 51) car c'est elle qui aurait inventé les techniques rudimentaires et outils à l'exercice des travaux agricoles. On le voit à travers leur adaptation et l'application des premières techniques de labourage.

En demandant à une association de femmes pourquoi elles ont choisi comme spécialité la filière manioc un membre qui a pris la parole nous répondait en ces termes : « *lorsque nous choisissons de faire la transformation du manioc et de ses dérivés, nos maris ne vendent plus leur produit, leur récolte du manioc ailleurs et, c'est un profit pour nous de gagner sur eux afin de pouvoir subvenir à volonté aux différents besoins de notre ménage* ». C'est de la même façon qu'une étude menée par Soba (2004 :19) sur les activités des femmes du village de TAKOTA et publiée dans les Echos de Terrain informe à travers l'intervention de la présidente du groupement : « *En nous spécialisant dans le manioc et ses dérivés, nous nous positionnons comme les premiers acheteurs et consommateurs des produits de nos maris* ». C'est donc la principale culture génératrice de revenus qui, malgré le règlement de différents problèmes du ménage, souffre encore d'entorse alors que cette filière de la production du manioc devrait bénéficier le privilège d'appui financier.

Toutefois les matières premières de cette culture sont admises sur le marché de commercialisation et de consommation non sous forme brute mais en tubercules de manioc ayant subi de diverses transformations. Elles utilisent couramment les feuilles du pied de manioc à d'autres fins vivrières.

En outre les activités de transformation du « soja » en fromage et bien d'autres sont les premières dérivées de la culture du « soja » et du maïs qui sont pratiquées par les femmes. Egalement, on leur reconnaît la production de l'huile de palme et donc les sous productions du palmiste. La tubercule du manioc dont

la farine est communément appelée « *le gari* » en République du Bénin, la femme rurale de la commune de Zê en particulier la transforme et en obtient de différents sous produits répondant aux demandes nourricières de la localité. Loin de parler d'une culture d'autosubsistance à la population de la commune de Zê pour cette raison que la femme qui y vit s'en sert pour répondre aux besoins de sa famille, le surplus est plus ou moins écoulé vers les marchés externes à la commune : Sêhouê, Ouêgbo, Allada et Cotonou.

Cependant, faisons remarquer que cette façon d'écoulement échappe au contrôle fiscal. Le problème que ce type de marché induit est la concentration de l'« informel ».

3.2. Activités Génératrices de Revenus de la femme rurale de la commune de Zê : du formel ou de l'informel ?

Le terme « informel » a été utilisé pour la première fois par HART dans sa communication présentée en septembre 1971 à *l'Institute of Development Studies*, à l'Université de Sussex (Grande Bretagne). Il a été ensuite repris la même année dans un rapport sur le Kenya rédigé par les experts du Bureau International du Travail (BIT) dans le cadre du Programme Mondial de l'Emploi. Le « secteur informel » désignait pour le BIT toutes les activités s'exerçant généralement dans les milieux urbains des pays du tiers monde et caractérisées par la facilité d'entrée, le marché de concurrence non réglementé mais opérationnalisé par la femme de la commune de Zê, l'utilisation des ressources locales, la propriété familiale de l'entreprise, la petite taille des activités, les techniques adaptées à une forte intensité d'énergie et les formations acquises en dehors du système scolaire notamment dans les associations, les ONG et les projets.

Depuis, les travaux sur le secteur informel se sont multipliés et plusieurs concepts stéréotypés ont été utilisés comme équivalents de ce secteur à savoir :

activité de survie, de transition, non exploiteuse ; circuit inférieur, artisanal ; économie de subsistance ; petite production marchande ; prolétariat ; secteur incontrôlé, inorganisé, intermédiaire, non structuré, préindustriel, transitionnel, tertiaire primitif, non officiel, non enregistré, non déclaré, submergé, clandestin, parallèle, alternatif, souterrain, secondaire, marginal, périphérique, etc.

Malgré cette pluralité des concepts aux sens diversifiés, on peut affirmer que l'informel n'est pas l'informe, ce qui n'a pas de forme particulière mais plutôt ce qui ne correspond pas à des formes reconnaissables, à des modèles, ici modèles de la "tradition" et de la "modernité" (de VILLERS 1992 : 4). Il est un « *phénomène social et culturel très général, celui du développement – singulièrement en Afrique – d'activités et pratiques à caractère atypique (ni "traditionnelles", ni "modernes")* » (de VILLERS 1992 : 2). Ceci pour signifier qu'il est « *une dimension fondamentale du processus de changement socioculturel en Afrique Noire* » (de VILLERS 1992 : 5).

Ces activités caractéristiques de la ruralité peuvent être classifiées suivant plusieurs critères notamment selon la branche et le niveau de pertinence/officialité de l'activité en exercice. Du point de vue de la branche de l'activité, on distingue entre les activités de production et les activités pour survivre. Quant au niveau d'officialité de l'activité, il existe des activités pratiquées au grand jour (informel localisé) et les activités clandestines ou nuisibles (informel non localisé). Cela voudra dire que les différentes activités exercées par les femmes rurales dans la commune de Zè sont tributaires de leur culture. NGOMABINDA (1990) distingue, quant à lui, trois niveaux du secteur informel à savoir l'informel de survie, la petite production marchande et les activités criminelles ou de spéculation. Les deux premiers niveaux de l'informel sont identifiés intéressants pour qualifier le mode de production des femmes de la commune de Zè. Ces micro-entreprises du secteur informel sont caractérisées par une dynamique à deux composantes : une composante qualitative et évolutive et une

autre quantitative et involutive (MBAYA 2001 : 4). Par la première, les micro entreprises procèdent du souci de la rentabilité en même temps qu'elles répondent à une demande sociale et conduisent à l'expansion des unités économiques de production de biens et de services mieux organisées et, partant, performantes ou prospères.

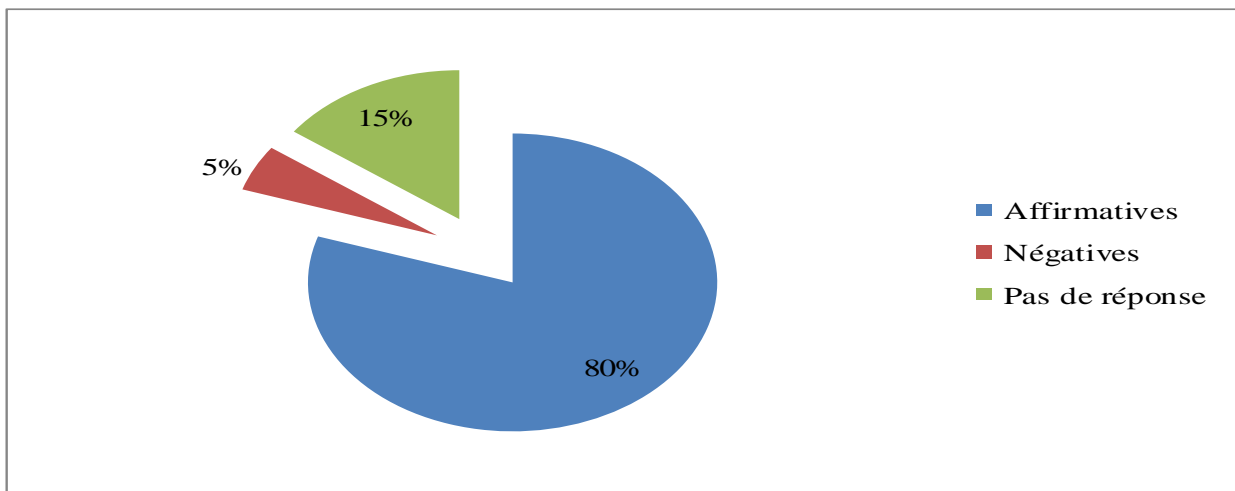
La deuxième composante, la plus en vogue dans nos milieux, provoque l'émergence des micro entreprises et relève du simple souci d'assurer la survie et la subsistance quotidienne du micro entrepreneur et de son ménage [...] en générant des unités économiques de production de biens et soins de moindre importance et sans prospérité.

C'est dans cette dernière catégorie que la contribution quantitative et qualitative de la femme est très remarquable dans la commune de Zê. Avant de présenter cette contribution, il est à remarquer que le secteur économique purement formel ou informel n'existe pas. Tous deux entretiennent des relations d'interdépendance notamment sur le plan de l'approvisionnement de la main-d'œuvre, des matières premières et des produits finis. Ils constituent deux aspects complémentaires d'une même réalité économique.

CHAPITRE IV : FEMME RURALE DE LA COMMUNE DE ZÈ ENTRE SON RÔLE DE MÈRE ET INSTIGATRICE DES A.G.R

La femme rurale de la commune de Zê tout en s'occupant de ce qui peut contribuer à répondre aux charges financières de son ménage, n'abandonne guère son rôle domestique.

Graphe I : Travail des femmes de la commune de Zê



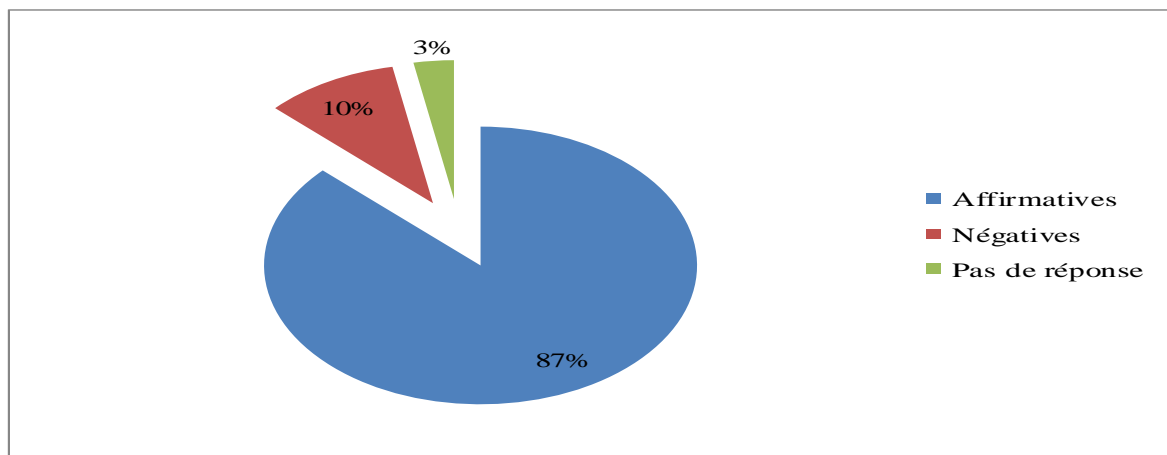
Source : données de terrain, 2012

A la lecture de ce tableau, les femmes rurales sont en grande proportion occupées par la répartition des tâches et des travaux agricoles. On est tenté de dire que les femmes rurales de la commune de Zê n'ont pas du tout le moindre temps de repos. Ces occupations, pour elles, constituent un frein à leur épanouissement, à celui de leur ménage et à celui de leur localité comme évoqué précédemment. Ceci pourrait renseigner sur les polémiques qu'il y a autour de la question du développement. Cette polémique surtout liée à la participation masculine dans ce contexte précis où la femme rurale est au premier rang. Cette surcharge des A.G.R l'éloigne-t-elle du rôle de mère à elle assigné ?

4.1. Femme de la commune de Zê face à son rôle de mère au foyer

La plupart des femmes de la commune de Zê planifient plus ou moins bien leur revenu parce qu'elles ne s'inclinent pas devant la quasi totalité des dépenses de leur ménage qui leur revient. Cette forme d'organisation leur permet d'investir dans l'éducation de leurs enfants, l'alimentation, la santé du ménage, etc., pour ne pas trop attendre de la part de leur mari qui, déjà manifeste une déclinaison de responsabilité.

Graphe II : Usage des revenus de la femme



Source : Enquête de terrain, 2012

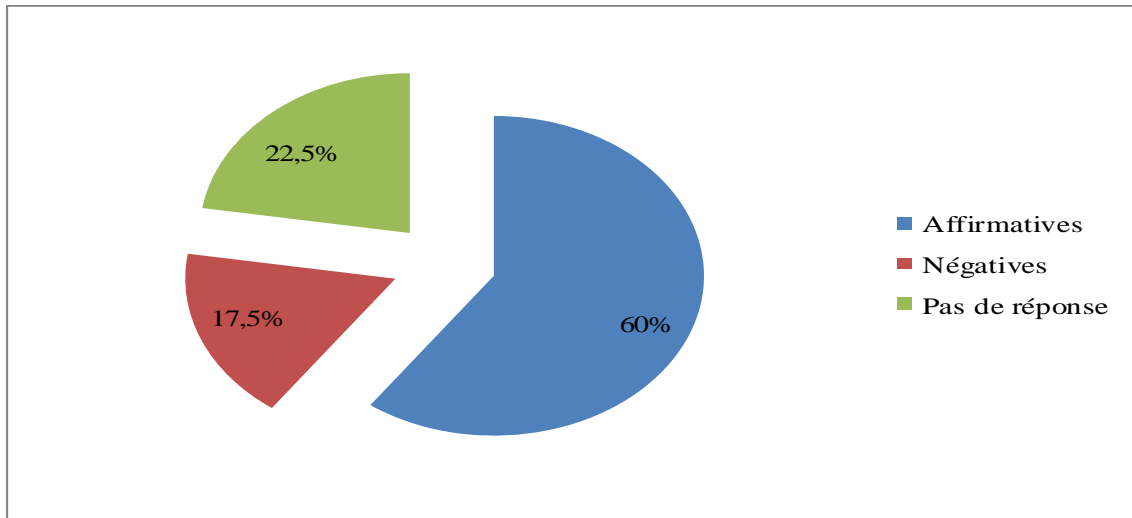
La femme se retrouve à 87% responsable du ménage par son apport financier considérable par rapport à son mari, estimé par certaines femmes à hauteur de 800 à 1500 francs CFA selon les foyers pour ce qui concerne la popote. Le champ de rôles dans lequel se retrouve la femme de la commune de Zê est démultiplié par la dynamique locale qui l'enracine davantage dans la sphère domestique.

Par-delà ses activités agricoles, la femme rurale de la commune de Zê s'occupe de la sphère domestique. Elle prépare les aliments nécessaires à la réfection des énergies de toute la famille, s'occupe de la propreté et de l'éducation des enfants, assure la propreté de la maison et des alentours, puise l'eau à la source, cherche du bois de chauffage, fait le marché, s'occupe de son mari, etc. Elle

travaille pendant un plus grand nombre d'heures que l'homme et parfois jusqu'à 16 heures par jour, dès le réveil le matin vers 5 heures jusqu'au coucher la nuit vers 21 heures. D'où le dicton : « *le travail de la femme n'est jamais fini* » (*awoman'sworkisneverdone*) (CARR 1978 : 4). C'est allant dans le même sens qu'une femme enquêtée, autochtone de la commune de Zê, répond en ces termes : « [...] *ici, nous les femmes, nous sommes les premières à nous lever et les dernières à nous coucher. Au champ, nous mangeons parfois debout avec des enfants au dos. Le soir nous mettons du temps avant d'atteindre la maison. Et là encore c'est la femme qui s'occupe du foyer pendant que l'homme se repose* ». Elles sont donc tout le temps victimes de la surcharge des différentes préoccupations et par ricochet n'ont pas de temps de repos.

Il est perçu à cet effet que tout au long de la première enfance, c'est à la mère que revient la charge de l'enfant : elle le nourrit et le soigne. Il ne serait de trop de dire que l'enfant fait matériellement partie intégrante du corps de la mère. Elle ressent avec grande intensité tout ce qui lui arrive, l'allaité au sein ; à la façon permanente, le dorlote, l'endort auprès d'elle et le porte au dos lui témoignant un certain amour par cette communication de mère à l'enfant. Plus tard elle veille à ses premiers pas, c'est auprès d'elle qu'il apprendra à prononcer ses premiers mots et à nommer les choses qui l'entourent. Qu'en est-il de leur présence au cœur du développement communautaire de la commune de Zê?

Graphe III : Implication des femmes dans le développement économique local dans la commune de Zê.



Source : Données de terrain, 2012

Il ressort de la lecture de ce tableau que les femmes de la commune de Zê sont impliquées dans les projets de développement.

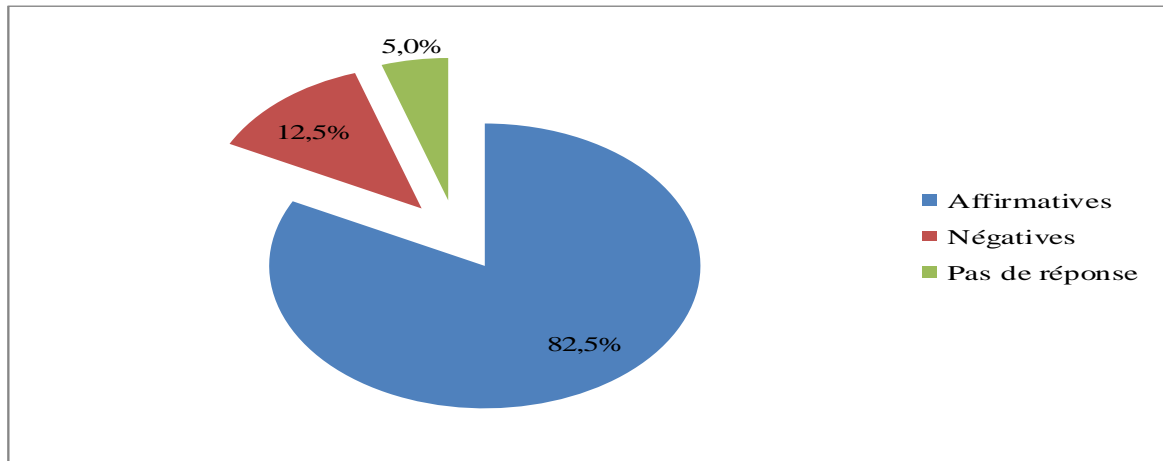
Elles essaient de participer au développement de la localité à travers d'abord leur propre émancipation et soutien de leurs enfants. Mais mieux, ces résultats confirment qu'elles ne sont pas à la tête des projets de développement de leur localité. Ceci confirme leur attachement à la vie et à la survie de leur ménage.

Toutefois, en contribuant ainsi au revenu de son ménage, elle contribue au mieux au développement communautaire au microcosme. Les hommes quant à eux occupent le premier rang dans ce milieu rural.

4.2. Prévalence d'une marque identitaire sur la personnalité de la femme dans la commune de Zê.

A la question de savoir si les activités sont exercées à l'écart des maris, les réponses sont très relatives.

Graphe IV : Constitution du revenu par les femmes



Source : Données de terrain, 2012

Ceci traduit le revenu du ménage essentiellement fourni par la femme en raison du désengagement dont fait montre leur mari, « père du ménage ». La femme se retrouve à 83% responsable du ménage par son apport financier non considérable par rapport à son mari.

Certaines femmes choisissent de faire délibérément leurs champs parce que « *les maris ne donnent qu'une maudite somme après douze mois de labeur* ». Par contre d'autres sont encore sous le joug de leur mari et mènent en commun leurs activités génératrices de revenus : « *nous n'avons ni les moyens ni la force pour pouvoir nous détacher d'eux* », tel est le verbatim d'une femme d'origine de Zê.

D'autre part il apparaît, que l'engagement déterminant et parfois crucifiant de la femme de la commune de Zê dans l'économie rurale et dans les activités économiques en général vise moins son propre bien que celui de sa famille qui a pour composantes ses enfants et son mari. NOVAK cité par P. NGOMABINDA (1999 : 69) le dit si bien en ces termes : « *il semble évident que, toute vie individuelle étant courte, les motivations économiques les plus profondes sont presque toujours, et doivent nécessairement être, inscrites dans le cadre d'une famille. Les agents économiques travaillent rarement pour eux seuls. (...) Le motif fondamental de toute activité économique semble clairement être*

d'inspiration familiale, beaucoup plus que les économistes ne le suggèrent ordinairement. C'est pour le bien de la famille qu'on remet à plus tard certaines satisfactions personnelles, que l'on s'engage dans tant de combats crucifiant sur le plan médical, éducatif et psychologique, qu'on essaie tellement d'économiser, et que l'on entreprend des investissements qui concernent bien plus l'avenir que le présent » (MUSITU 2006 : 13).

Mais ici l'on fait parfois du reproche par rapport au travail lucratif de la femme mariée dans l'économie rurale, travail qui lui garantit son autonomie financière en dehors du foyer les risques accrus .Il s'agit de l'infidélité, la négligence ou l'imperfection des soins et de l'éducation des enfants, l'arrogance vis-à-vis de son mari pouvant conduire à l'insubordination, au mépris, au dénigrement de ce dernier voire au divorce.

Loin de vouloir tolérer ou cautionner pareils comportements, on estime que, la femme agit de la sorte parce qu'elle se trouve parfois en situation de nécessiteuse, situation dont l'émergence est corrélativement liée à plusieurs acteurs sociaux à des degrés différents (exemple de la femme elle-même, de l'Etat, de la société etc.).

Et pour éviter ou pour réduire ces comportements déviants de la femme, il urge que tous les acteurs sociopolitiques soient impliqués dans la lutte contre la pauvreté qui, du reste, paraît occasionner ces comportement.

CHAPITRE V: AUTONOMIE FINANCIERE DE LA FEMME RURALE DE LA COMMUNE DE ZÈ : PARTICIPATION A LA VIE ECONOMIQUE DE SON MENAGE.

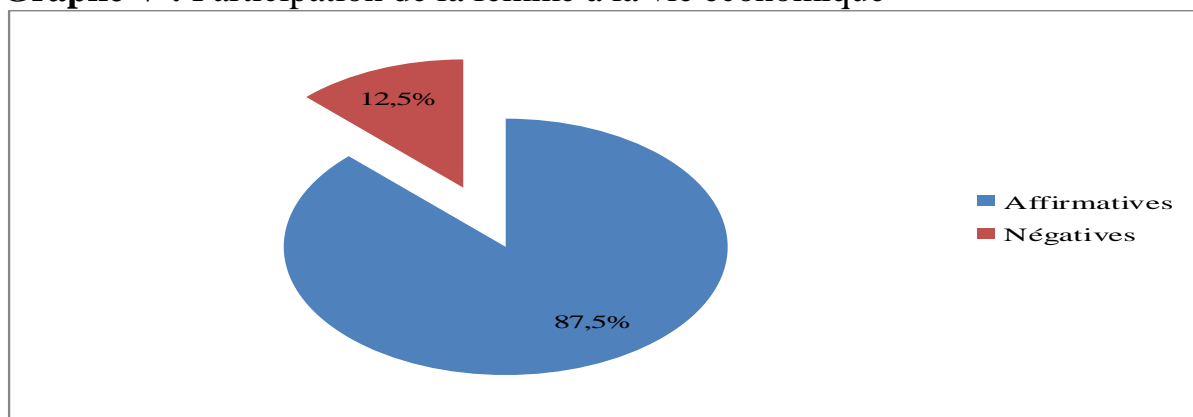
Lorsque l'on se pose la question de savoir ce qui justifie la finalité des AGR menées par la femme rurale de la commune de Zê, la réponse est sans doute celle de la contribution financière pour faire face aux différentes charges familiales. Comment contribuent-elles alors à ces charges financières dans leur ménage ?

5.1. Participation de la femme rurale de la commune de Zê à la vie économique de son ménage par les AGR.

L'impact négatif de la mondialisation de l'économie pèse sur les femmes de façon disproportionnée dans la commune de Zê. Alors que l'économie est de plus en plus liée aux marchés mondiaux, on assiste souvent à une réduction des dépenses publiques et des programmes sociaux, reportant ces coûts sur les familles, au sein desquelles la femme se trouve généralement en charge de ce fardeau supplémentaire.

Les femmes planifient leur revenu en fonction de la répartition des besoins de son ménage. En moyenne, elles investissent 45% de leur revenu dans l'alimentation et 25% dans la santé du ménage. Elles se retrouvent à 83% responsables des ménages par leur apport financier considérable par rapport à leur mari, estimé par certaines femmes de 800 à 1500 francs CFA selon les foyers pour ce qui concerne la popote.

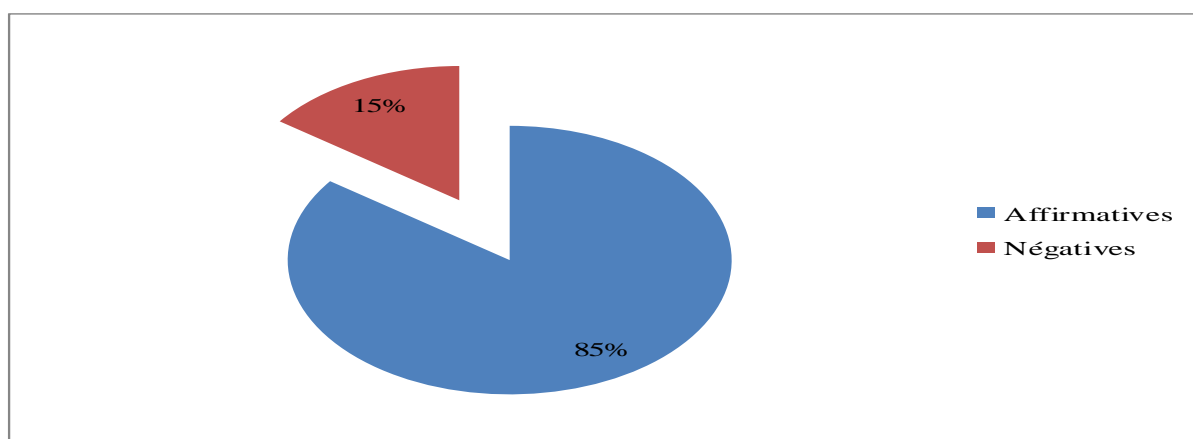
Graphe V : Participation de la femme à la vie économique



Source : Données de terrain, 2012

Plus loin, les informations obtenues nous renseignent qu'elles investissent une part importante de leur revenu dans l'éducation et dans l'emploi de leurs enfants. Cela porte à anticiper sur l'analyse et à donner l'hypothèse que c'est surtout la satisfaction des besoins de ses enfants qui pousse la femme de la commune de Zê à cette dynamique lue dans ses façons d'agir et dans ses représentations.

Graphe VI : Investissement dans l'éducation et l'emploi



Source : Données de terrain, 2012

En ce qui concerne la vie économique, la femme rurale, en particulier dans la commune de Zê, vent au marché ou sur les places stratégiques des villages et quartiers périphériques peuplés les produits agricoles locaux tels que la farine ou les cossettes de manioc, le maïs, l'arachide, l'huile de palme, le piment, les

tomates, les légumes, les fruits etc. pour subvenir promptement aux besoins de son ménage.

Elle s'approvisionne en produits agricoles au champ sur une longue distance où elle va le plus souvent à pied, faute d'argent suffisant pour y aller au moyen d'un moyen de transport. Après avoir cherché ces produits, sans tracasseries liées aux risques de l'urbanisation, elle doit les faire transporter sur la tête jusqu'à domicile. Arrivée à la maison très fatiguée et épuisée, elle doit encore remplir ses tâches domestiques quotidiennes. Aussi, participe-t-elle à l'approvisionnement des champs en feuilles de manioc consommées comme légumes dans ce milieu. Elle les achète aussi dans des villages voisins et les transporte souvent sur sa tête ou sur son dos.

En outre, le capital financier de la femme rurale ne suffit pas. Pourtant elle devrait faire face à tous ses besoins vitaux fondamentaux et à ceux de sa famille (alimentation, soins de santé, logement, habillement, scolarité des enfants, transport etc.). Elle est contrainte de travailler chaque jour. Car un jour de repos signifie pour elle « un jour de faim ». Malheur à son ménage si elle tombe malade car, non seulement sa famille en pâtira, mais elle risquera de dépenser tout son capital pour les soins médicaux. Pour éviter cette éventualité, en cas de maladie, elle recourt à la médecine traditionnelle dont le coût en termes financiers lui est abordable ou presque nul. Il faut toutefois mentionner que cette médecine présente aussi des limites qui peuvent être fatales au patient. Et toujours sur ce plan de la santé, elle dépense ses ressources pour préserver son/ses enfants contre les mauvais sorts avec le gris-gris, la sorcellerie, les maléfices ou faire la provision de médicaments, poudres, décoctions, les recettes diverses en prévention d'éventuelles maladies. Après avoir essayé les traitements traditionnels et, en cas d'échec de ces derniers, elle se déplace vers les centres de santé communautaires ou vers les centres de santé urbains voire ceux de zone. Elles ont maintenant compris que les médicaments dits génériques

sont moins chers et soignent plus ou moins bien. Et pour parvenir à payer ses médicaments/soins, nombreuses sont ces femmes qui se regroupent autour d'activités génératrices de revenus : c'est là une mesure d'entraide qui nourrit la solidarité mécanique en milieu rural. Souvent, elle s'en tient à l'indispensable, l'alimentation par exemple.

5.2. Approvisionnement alimentaire

Au plan alimentaire le constat est fait. Afin de mieux nourrir la famille et, d'éviter la malnutrition secondaire à un sevrage rapide, les femmes se sont organisées en groupes, ont cultivé et ont fabriqué de la farine avec des ressorts de produits locaux. Ce sont des produits équilibrés qui sont accessibles au pouvoir d'achat de beaucoup de femmes et les épargnent de grandes dépenses pour ce qui concerne les farines importées, si chères que les quantités prescrites ne puissent être jamais respectées.

Dans la commune de Zê, les femmes adhèrent à des réseaux sociaux de village et de quartier avec lesquels des initiatives de tontines – système d'épargne à la traditionnelle – générant à la longue de gros lot à ramasser par une femme la sert. Ceci témoigne de la bonne gestion des revenus qu'elles tirent de leurs activités. Mieux, depuis l'avènement des caisses locales de crédits agricoles et mutuelles, ces femmes sont les premières à faire leur adhésion ; elles remboursent mieux les emprunts dans les délais qui leur sont impartis et sont souvent organisées, plus solidaires et plus responsables que les hommes. Ce sont généralement les femmes qui défendent les ménages en approvisionnement en eau et en bois de combustion ainsi qu'en production et à la préparation de la nourriture. On n'allait pas se tromper de dire que, surtout dans les périphéries de la commune de Zê, ce sont les femmes qui gardent leur ménage ; c'est-à-dire qu'elles entretiennent et leur mari et leurs enfants à travers une double fonction de mère et de père.

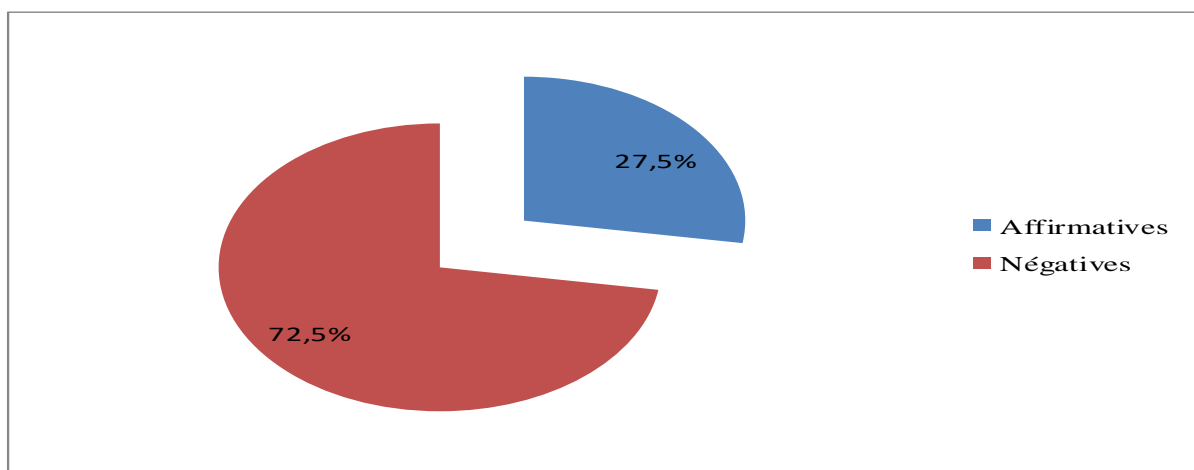
CHAPITRE VI : PRISE DE DECISION ET MOTIVATIONS DIFFERENTIELLES DE LA FEMME DANS LA COMMUNE DE ZE.

L'engouement des femmes de la commune de Zè qui sont capables de pouvoir se prendre en charge quoique vivant maritalement s'explique par certains facteurs de la culture, du conditionnement et de l'identité. Leur ambition est, à cet effet, de prendre la conduite de leur ménage avec un pouvoir de dirigeant.

6.1. Femme rurale de la commune de Zè et prise de décision dans le ménage

Les femmes de la commune de Zè ont une faible participation aux prises de décision dans leur ménage ; car pendant longtemps, ce qui persiste encore en milieu rural, la femme est perçue comme un être inférieur et de ce fait doit subir tout ce qui sort de la bouche de son mari quelle que soit sa nature qualitative.

Graphe VII : Pouvoir décisionnel de la femme



Source : Données de terrain, 2012

6.2. Féminisation de la pauvreté financière dans la commune de Zè

Le fossé entre les femmes et les hommes pris dans le cycle de la pauvreté a continué de se creuser au cours de la dernière décennie et on trouve principalement des femmes parmi les 1,5 milliard de personnes qui vivent avec

1 dollar par jour ou moins. (ONU 1995). C'est généralement l'expression de «féminisation de la pauvreté » qui sert à désigner ce phénomène. Dans la commune de Zê, on peut affirmer avec le regroupement des données que les femmes rurales gagnent, en moyenne, à peine plus de 50 % de ce que gagnent les hommes dans leurs activités. Le paradoxe est que comme nous l'avons souligné, elles arrivent à répondre de part leurs AGR aux différentes charges du ménage.

Aussi, il est à faire remarquer que ces femmes n'ont souvent pas accès aux ressources essentielles que constituent le crédit, le prêt et l'héritage. Leur travail n'est ni récompensé, ni reconnu. Leurs besoins sanitaires et alimentaires ne constituent pas des priorités. Leur accès à l'éducation institutionnalisée et aux services d'aide est insuffisant; leur participation à la prise de décisions dans le foyer, comme au sein de la communauté, est minimale. Les femmes prises dans le cycle de la pauvreté financière n'ont pas accès aux ressources et aux services qui leur permettraient d'en sortir.

➤ **La clé du changement**

Le renforcement des capacités des femmes rurales dans la commune de Zê est l'un des facteurs essentiel au processus visant à faire sortir la commune de Zê de la précarité.

En offrant à ces femmes des opportunités économiques et de formations, de même que l'autonomie nécessaire pour tirer partie de telles perspectives, un obstacle important à l'élimination de la pauvreté financière dans cette localité serait surmonté.

6.3. Pouvoir décisionnel de la femme rurale de la commune de Zê dans son ménage : Une analyse de sources culturelle et conditionnelle

Des informations recueillies sur le terrain, on comprend que, dans leur ensemble, les femmes promeuvent les activités du monde rural à travers de multiples activités qu'elles exercent. Elles assurent l'organisation et conscientisation de la famille, la mobilisation des communautés autour de l'idéal allant dans le sens du développement. Elles sont, en réalité, de véritables vectrices du développement dans la mesure où ce sont les femmes qui travaillent, à tous les âges confondus, pour le bien-être social.

Et, de nombreux facteurs font que des familles, des ménages accordent plus de respect à leur femme. C'est la femme qui se charge le plus des lourdes dépenses de son ménage (sécurité alimentaire, éducation, soins etc) et intervient quelque fois de façon significative dans sa belle maison.

Ceci a permis de savoir combien est incommensurable le rôle de la femme rurale dans la vie de son ménage.

La question de s'imprégner de la technologie qu'elles utilisent en agriculture et les moyens subsidiaires non négligeables de créativité et de gestion de leur revenu amène à enregistrer bien d'informations. En ce qui concerne la pratique des technologies légères appropriées, la femme rurale de la commune de Zê y est généralement initiée par un parent, un ami ou une connaissance ou encore par des ONG et associations généralement féminines.

Un travail effectué sur les technologies appropriées et la vulgarisation des variétés culturales nouvelles et à haut rendement ont amené à organiser des interviews auprès des ONG féministes et associations. Toutes ces ONG ont affirmé placer la femme au centre de leurs préoccupations dans le but surtout de l'inciter, si elle n'est pas encore active, à participer ou à assumer l'économie du ménage, par l'exercice d'activités lucratives. Elles luttent contre l'enfermement

de la femme dans ses activités à savoir la procréation, l'éducation des enfants et les ménages, activités qui, rappelons-le, ne sont pas moins importants pour le développement de la nation ou de toute l'humanité.

Les femmes sont sensibles à la participation de l'homme à côté pour toute action de développement ; ceci est stimulé par les ONG. C'est ce qu'elles appellent la technique de « Gender » signifiée par un responsable d'association de femmes en ces termes : « *L'homme seul ne peut rien faire sans la femme. De la même manière sans l'homme la femme ne peut rien. Tous les deux doivent travailler ensemble pour se compléter* ».

Les technologies appropriées apprises aux femmes par ces ONG concernent la fabrication du savon, des jus de fruits, des désinfectants, du lait de beauté, de la pommade à cheveux pour femmes (le bloqué), du pain de manioc, des beignets, des gâteaux, les produits de la transformation du soja, etc.

Nous les dénommons les « technologies appropriées d'inspiration urbaine » pour une double raison (MUSITU 2003 : 160) : d'abord elles constituent l'imitation, par des procédés artisanaux, des produits élaborés dans le secteur "moderne" c'est-à-dire le secteur des Petites et Moyennes Entreprises (PME) concentrées en milieu rural. Cette imitation et cette initiative semblent se justifier par l'incapacité de la plupart de ménages de se procurer des produits de la même nature dans le secteur "moderne", faute de moyens financiers suffisants. Elle constitue une chance pour la plupart de consommateurs de se procurer des produits relativement au bon prix d'une part et d'autre part pour les producteurs qui trouvent ainsi une occasion de création de revenus. C'est donc à juste titre que ces activités sont parfois appelées « *initiatives créatrices de revenus* » ; - ensuite ces technologies se transfèrent de plus en plus des villes aux campagnes a canal surtout des ONG et des associations de femmes supportées par les micros crédits. Certains projets ne sont pas laissés en marge. Elles se développent beaucoup plus rapidement en ville à cause notamment de la facilité

relative d'approvisionnement en matières premières d'origine industrielle mais en campagne se pose le problème d'acheminement de ces matières premières, auquel s'ajoute l'étrécissement du pouvoir d'achat des femmes.

Une des caractéristiques de ces technologies est l'utilisation comme intrants des produits locaux. Elles sont des « technologies hybrides », ni "traditionnelles", ni "modernes" par la suite (exemple de la fabrication du savon avec de la soude caustique industriel acheté en ville et de l'huile de palme produite localement sur site dans la commune de Zè). L'apprentissage d'une technologie appropriée est plus sollicité par les femmes regroupées en associations que proposé par des ONG. Quand bien même il leur est proposé, il tient compte du besoin réel exprimé par ces femmes. Il suscite encore plus d'intérêt dans la mesure où il permet de créer des revenus et de satisfaire les besoins d'autosubsistance. Ainsi l'ont témoigné trois femmes d'association : « *Je sais maintenant fabriquer du lait de beauté, de la pommade aux cheveux de femme, du savon, etc. La saison de pluies approche. Je n'ai pas besoin d'aller acheter le lait de beauté, je vais moi-même le fabriquer pour moi et pour mes enfants* » (F1); « *J'étais une femme qui attendait tout de mon mari : la nourriture, les habits, les chaussures. Depuis que j'ai fait cette formation, je n'attends plus rien de qui que ce soit. Avec l'argent issu de la vente du pain, de la confiture,..., j'achète de la nourriture pour notre ménage, j'habille mes deux enfants et je leur achète des chaussures. Ceci a fait une grande chose pour moi. Je n'achète plus de lait de beauté. Je plains les mamans qui nous ont quittées, sans exploiter ce qu'elles ont appris. Elles se plaignent en vain de manquer d'argent car elles n'ont pas patienté. Je plains également les mamans qui restent inactives à la maison* » (F2); « *Ces ONG nous ont rendues heureuses. Nous sommes financièrement de moins en moins dépendantes de nos maris. Nous avons moins de difficultés qu'avant* » (F3).

CONCLUSION

La praxis du développement requiert la participation individuelle et communautaire des acteurs impliqués. Au nombre des acteurs à la base se retrouve la femme et l'homme. Dans la commune de Zê, grâce à l'agriculture et au petit commerce, les femmes ont franchi le seuil domestique pour s'ouvrir à la sphère du travail. Mieux, de par ces activités et grâce aux multiples rôles qu'elles jouent, elles prennent une large part dans le développement économique de leur commune tout en contribuant de manière substantielle au pouvoir d'achat de leur ménage. A partir de cette contribution, on assiste à des foyers paisibles et harmonieux. Et cette harmonie au sein des ménages apparaît comme une promotion de l'approche "Gender ". C'est tout ceci qui amène à affirmer que « la femme est la racine fondamentale de la nation où se greffe tout apport et d'où part aussi toute floraison » (BA, 2001 : 90). La femme béninoise rurale en général et celle de la commune de Zê en particulier, en plus de son rôle "traditionnel" d'épouse, de mère, de ménagère, de gardienne et d'éducatrice des enfants, est devenue, par la pratique des Activités Génératrices de Revenues, un acteur incontournable de développement. D'où la nécessaire implication de tous les acteurs sociaux au processus du développement pour un résultat reluisant. Dans le but d'accroître ce dernier rôle, il est nécessaire de définir et d'appliquer une politique d'incitation, ne visant que leur restauration identitaire au profit de la femme notamment en lui facilitant davantage l'accès au crédit. L'idée d'un développement pensé à l'égard de la femme par toute la « politique populaire » ne serait pas un canal, par lequel la femme profite de réseaux féminins pour torpiller l'homme au ménage.

Le gouvernement de la République du Bénin devrait instituer des conditions favorables au développement des investissements privés notamment par l'instauration et le maintien d'une paix durable et de la sécurité des personnes et des biens, la lutte contre la corruption, le clientélisme, l'inflation, les

dévaluations répétitives de la monnaie. Le développement des investissements privés entraînera la création des emplois au profit des hommes et des femmes. Le gouvernement devrait également permettre l'accès au crédit à ceux qui voudront s'installer pour leur propre compte et encourager les ANPE.

Les ONG devraient prévenir par la formation, à l'occasion de l'apprentissage des technologies légères appropriées, les risques sur la famille des comportements déviants de la femme tels que le relâchement des relations conjugales, l'instabilité du ménage, le divorce ou la séparation, le phénomène des enfants dans la rue etc.

Il conviendrait de réanimer ou de redynamiser les structures « traditionnelles » d'entraide et d'épargne telles que la tontine, l'assistance aux nécessiteux, etc;

Les hommes et les femmes devraient se convaincre qu'en situation de crise ou de difficulté économique, le bien-être de leurs ménages respectifs dépend de la communication entre eux.

En conséquence, cette politique visant la promotion féminine, loin de concerner seulement le secteur économique, devrait aussi porter sur les autres secteurs de la vie tels que l'éducation, la science, la technologie, la politique, la santé, la culture, le social etc., comme le recommande la *Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes* tenue à Beijing, en Chine, du 4 au 15 septembre 1995. Cette politique devrait enfin privilégier la collaboration de l'homme à toute action de la femme en vue d'un rétablissement du lien social national.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AMOUZOUVI D.M., 2009, *Le rapport de C2 du mémoire présenté à mon étudiant(e)*, Cotonou : Les Éditions du PIE, pp : 3-6.

ANGERS M., 1992, *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, Anjou, CEC, 353 p.

ARTINIAN, A. & BOCCARA, L., 1992, *Femme au travail*, Paris : Hatier, pp.78-80

BA M., 1987, *Une si longue lettre* in Organisation Internationale de la Francophonie, égalité des sexes et développement, Paris, pp : 28-30.

BONKE, J. & KOCK-WESER, E., 1999, *The Welfare State and Time Allocation in Denmark, Italy, France and Sweden*, mimeo: Socialforskningsinstitut et, Copenhagen, Denmark, p.65.

BOUDON R., & BOURRICAUD F., 1990, *Dictionnaire critique de la Sociologie*, Paris : PUF, 3ème éd, 536p.

BOSERUP E., 1983, *La femme face au développement économique*, Paris : PUF, 205p.

CARR M., 1978, *Appropriate technology for women*, in *Appropriate technology*, Vol. 5, no 1, 102 p.

CHAMBERS, R., 1990, *développement rural in la pauvreté cachée*, éditions Karthala et CTA, Paris, pp.45-65.

DECAUX, A., 1972, *Histoire des françaises*, paris : PUF, pp : 27-28.

DJOI D., KAKPO G., 2004, *genre et crédit au Bénin*, PMMDEDP, Cotonou, 145p.

DROY I., 1990, *Femme et développement rural*, Paris : Karthala, 87p.

FOURN, E. 2005, la situation de la femme béninoise hier et aujourd'hui. In Annales de la faculté des lettres, arts et sciences humaines, N° 10. UAC, pp : 304-340.

GRAWITZ M., 2000, *Lexique des Sciences sociales*, Paris : Dalloz, 7^èm.ed,78p.

MBAYA M. R., 2001, *Aspects socioculturels de la pauvreté dans les micro-entreprises du secteur informel au Congo-Kinshasa*, in Développement et Coopération n°5, 136p.

MEILLASSOU X. C., 1975, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris : Maspero, pp : 45-50.

MFFE, 2006, Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, PNUD, pp.34-45.

MUSITU L.W., 1995-1996, *La promotion de l'informel productif comme facteur de relance économique au Zaïre. (Cas des ateliers de confection dans la Zone de Ngaba)*, mémoire de licence en développement, Kinshasa : Facultés Catholiques de Kinshasa, 96p.

2003, *Technologies paysannes et développement endogène : Une étude comparative dans les provinces de Bandundu et du Bas-Congo en République Démocratique du Congo*, Berlin : Verlag Dr. Köster, 82p.

NGOMA-BINDA P., 1999, *Rôle de la femme et de la famille dans le développement. Argument pour la Justice et l'Égalité entre les Sexes*, Kinshasa : Institut de Formation et d'Études Politiques, 104p.

ODOUBOU S., 2003, *Contribution de la Femme rurale à l'épanouissement des ménages*, UAC : INJEPS, 103p.

(de) SARDAN J.-P., 1995, *Anthropologie et développement*, Paris, Karthala, A.P.A.D, 82p.

ONU, 1995, *Rapport de la conférence sur la femme*, Beijing, Chine, 65p.

QUIVY R., & VAN CAMPENHOUDH L., 1995, *Manuel de recherche en sciences sociales* ; 2^e éd., Paris : DUNOD, 36p.

ROZENBUM M., 2003, *Développement durable dans un monde dynamique : améliorer les institutions, la croissance et la qualité de vie*, ESKA : PUF, 123p.

SEGALEN, M., 2000, *Sociologie de la famille*, Paris : Armand Colin, pp : 45-47

SEGUN C., & GILL C., 1994, *Les perceptions et les pratiques des mères en employ*, 74p.

TILLY, L., & SCOT, J., 1978, *les femmes, le travail et la famille*, paris: Rivages, 145p.

VILLERS (de) G., 1992, « Petite économie marchande et phénomènes informels en Afrique », in *Economie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique*, les Cahiers du CEDAF-ASDOC STUDIES, 80p.

ANNEXES

GUIDE D'ENTRETIEN (mixte)

Identification

Nom et prénom

Age et origine

Profession

Nationalité

Situation matrimoniale

- 1- Les activités exercées pour la survie – qui donne de l'argent
- 2- La quantité et qualité du rendement – la production
- 3- Le mode de production – en coopérative ou seul
- 4- Les moments de repos – les fréquences
- 5- Le contrôle du revenu – les entrées et les sorties de l'argent
- 6- La gestion du revenu dans le ménage – les décisions et dépenses
- 7- La domination par rapport à l'investissement dans le ménage
- 8- La connaissance sur le rapport homme/femme dans la commune
- 9- Les aspects du développement de la commune – forces et faiblesses
- 10-La contribution des hommes/femmes au développement
- 11-Le domaine, le point et le moyen d'épanouissement
- 12-Le niveau de scolarité de votre partenaire au foyer
- 13-Le degré d'implication de votre partenaire aux prises de décisions importante du ménage
- 14-Les possibilités de transformations économique, sociale et culturelle de la localité

Questionnaire

Ce questionnaire est adressé aux femmes rurales de la commune de Zê. Il vise notamment à avoir leurs opinions sur le pouvoir d'achat de son ménage aujourd'hui.

L'étude est destinée à la soutenance d'un mémoire de maîtrise de Sociologie-Anthropologie.

Merci pour votre sincère et précieuse contribution.

I-Identification

1-Nom et prénom (facultatif)

2-Sexe

3- Situation professionnelle

4- Niveau d'instruction

5-Situation matrimoniale

I-Activités

Quelles activités menez-vous ? -----

Sont –elles lucratives ?-----

Arrivent- elles à satisfaire vos besoins ?-----

Sont elles menées seules ?

Oui Non

Si oui, avec qui ?-----

Si non, pourquoi ?-----

Accordez –vous des temps de repos ?

Oui Non

Si Oui, comment ?-----

Si Non, pour quelles raisons ?-----

II-Besoins

Quels sont les besoins réels de la famille ?-----

Quels sont les besoins auxquels répondez- vous personnellement ?-----

Comment en répondez-vous ?-----

Comment ?-----

Quels sont les domaines dans lesquels vous investissez votre revenu ?---

III-Responsabilités familiales

Quelles sont les responsabilités qui vous reviennent ?-----

Avez-vous l’occasion de participer à ces responsabilités ?-----

Non Oui

Si oui, comment ?-----

Si non, Pourquoi ?-----

Merci

Liste des associations et groupements de femmes de la commune de Zê

Villages	Nom de l'association ou du groupement	Activité de transformation
Agbata	GbénonkpoSourou	Gari
	Mawouwègnidaho	
	Houétonnoussou	
	Houénoussou	
Dovota	Vivotin	
	Aidékon	
Awlokpa	BidosseSSI	Soja en fromage
	Houénusou	
	Mahissido	
Sêdjè	Dagbédémè	Huile de palme
	Titomassè	
	Club 4D vinasso	
Wawata	Vinandou	
Fandji		

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	1
DEDICACE	2
REMERCIEMENTS	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES GRAPHIQUES	5
Résumé	6
Summary	6
INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE : PARTICIPATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT LOCAL	9
CHAPITRE I : Cadre théorique de la recherche	10
1.1. Problématique	10
1.2. Hypothèses de travail	12
1.2.1. Objectif général	12
1.2.2. Objectifs spécifiques	12
1.3. Délimitation du champ d'étude et clarification conceptuelle	13
1.3.1. Délimitation du champ d'étude	13
1.3.2. Clarification conceptuelle	15
1.4. Justification du choix du sujet et du cadre d'étude	10
1.4.1. Choix du sujet	16
1.4.2. Choix du cadre de l'étude	17

1.4.3. Etat de la question	18
CHAPITRE II : Approche méthodologique de la recherche	24
2.1. Population cible et échantillonnage	26
2.1.1. Population cible	26
2.1.2. Echantillonnage	27
2.2. Mode de collecte et de traitement des données	28
2.2.1. Mode de collecte des données	28
2.2.1.1. Techniques et outils de collecte des données	28
2.2.2. Mode de traitement des données	30
DEUXIEME PARTIE : DYNAMIQUE DE LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE DE ZE	32
CHAPITRE III : Femme et activités rurales dans la commune de Zê	34
3.1. Identification des activités exercées par les femmes de la commune de Zê	33
3.2. Activités Génératrices de Revenus de la femme rurale de la commune de Zê : du formel ou de l’informel ?	35
CHAPITRE IV : Femme rurale de la commune de Zê entre son rôle de mère et instigatrice des A.G.R	38
4.1. Femme de la commune de Zê face à son rôle de mère au foyer	39
4.2. Prévalence d’une marque identitaire sur la personnalité de la femme dans la commune de Zê	41
CHAPITRE V: Autonomie financière de la femme rurale dans la commune de Zê : participation à la vie économique de son ménage	44

5.1. Participation de la femme rurale de la commune de Zê à la vie économique de son ménage par les AGR	44
5.2. Approvisionnement alimentaire	47
CHAPITRE VI : Prise de décision et motivations différentielles de la femme dans la commune de Zê	48
6.1. Femme rurale dans la commune de Zê et prise de décision dans le ménage	48
6.2. Féminisation de la pauvreté financière dans la commune de Zê	48
6.3. Pouvoir décisionnel de la femme rurale dans la commune de Zê dans son ménage : Une analyse de sources culturelle et conditionnelle	50
CONCLUSION	54
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	53
ANNEXES	58
TABLE DES MATIERES	63